



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Ressources - Relations Institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions de services communs - Avenant - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir les services communs suivants afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le pôle Relations aux Usagers aux Habitants et Engagement Citoyen : le regroupement des services distincts au sein d'un même pôle fait sens au regard du quotidien des agents et des projets portés. Le pôle se situe ainsi à l'interface entre les usagers, les habitants et les citoyens et l'administration dans son ensemble. Le regroupement de différents services mobilisés sur ces thématiques doit permettre de développer les compétences des agents dans leur ensemble et d'améliorer le service rendu à l'utilisateur.

Le Pôle Patrimoine Immobilier et Sobriété Energétique dont l'un des enjeux est d'améliorer les performances énergétiques et la qualité d'usage du patrimoine bâti immobilier existant et en garantir une haute qualité environnementale des futures équipements publics, réalisés en régie ou par délégation. La réorganisation doit permettre de répondre à 3 objectifs stratégiques à savoir sauvegarder et valoriser le patrimoine bâti des deux collectivités, réduire les externalisations (prestations et délégations) au profit de la régie, en matière d'ingénierie et de travaux et améliorer le suivi et contrôle des prestataires de service.

Le Pôle Attractivité Développement Economique et Emploi dont la réorganisation doit permettre de porter une ambition forte autour de la structuration des filières d'excellence, de l'économie de proximité, des parcours des entreprises (bâtiminaire notamment), de l'évolution du BIC, de l'attractivité, mais également de mettre l'emploi au centre des projets de développement économique.

La Mission Transition Energétique et Climatique qui répond à la volonté politique de renforcer la portée des actions en matière d'énergie climat. Cette mission a vocation à accompagner l'ensemble des directions et services dans la prise en compte des enjeux d'atténuation énergétique et d'adaptation au changement climatique, sociaux et environnementaux majeurs pour la construction d'un territoire solidaire et résilient.

La Mission Prospective Transformation et Evaluation dont l'enjeu est de faire évoluer l'administration pour qu'elle puisse mieux répondre aux défis des politiques publiques à conduire pour/sur le territoire. La Mission s'inscrit ainsi dans une démarche ensemble et structurante au service des Pôles, des élus et des projets, proposant un appui interne à l'agilité et à la forte réactivité demandée.

L'ensemble de ces services communs sera rattaché à la Métropole.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

Les comités sociaux territoriaux de la Ville et la Métropole ont été consultés pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions des services communs des pôles Relations aux Usagers aux Habitants et Engagement Citoyen, Patrimoine Immobilier et Sobriété Energétique et Attractivité Développement Economique et Emploi ainsi que des missions Transition Energétique et Climatique, Prospective Transformation et Evaluation ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-215471-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20230302 Convention PRUHEC.pdf
- 20230130 Convention PISE.pdf
- 20230130 Convention PADEE.pdf
- 20230130 Convention MTEC.pdf
- 20230130 Convention MPTE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.